



## **Déclaration conjointe - 60ème session du Conseil des Droits de l'Homme**

### **Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur le Burundi**

Genève, le 19 septembre 2025

Monsieur le Président,

Monsieur le Rapporteur,

Depuis la crise de 2015, le Burundi connaît une répression systématique des journalistes et membres de la société civile, qui sont les principales cibles d'intimidations, d'arrestations arbitraires, de violences physiques et de menaces.

Malgré certains engagements des autorités, le climat de peur généralisé entrave l'exercice des droits fondamentaux telles que les libertés d'expression et de la presse. Le cas de Sandra Muhoza, journaliste détenue arbitrairement depuis le 12 avril 2024, pour avoir commenté dans un groupe WhatsApp, une information concernant une distribution présumée d'armes par le gouvernement en place, est emblématique de cette répression persistante pourtant contraire aux instruments internationaux ratifiés par le Burundi.

L'année 2025 marque par ailleurs les dix ans d'exil forcé de dizaines de membres de la société civile et journalistes burundais. Cet exil a entraîné de lourdes conséquences humaines (séparation familiale, difficultés d'intégration et précarité) et affaibli le tissu associatif ainsi que la pluralité médiatique du pays, et réduit l'espace de dialogue politique.

Nos organisations appellent le Conseil des droits de l'Homme à :

- Renouveler pour 1 an le mandat du Rapporteur Spécial sur la situation des droits humains au Burundi et renforcer ses ressources ;
- Prendre toutes les mesures afin de garantir le retour sûr et volontaire au Burundi des personnes exilées et leur participation aux processus de paix et de dialogue national ;
- Appeler l'État burundais à mettre fin à la détention arbitraire de Sandra Muhoza.

Organisations signataires :

- Mouvement des Femmes et des Filles pour la Paix et la Sécurité (MFFPS)
- Organisation Mondiale contre la Torture (OMCT)
- SOS Torture/Burundi
- Fédération Internationale des ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture)